

TOWARDS HEALTH FOR ALL BY
THE YEAR 2000 IN THE EASTERN
MEDITERRANEAN REGION OF
THE WORLD HEALTH
ORGANIZATION

محو تحقيق الصحة للجميع بحلول عام 2000
في اقليم منظمة الصحة العالمية لشرق
البحر الابيض المتوسط

VERS LA SANTE POUR TOUS EN
L'AN 2000 DANS LA REGION DE
LA MEDITERRANEE ORIENTALE
DE L'ORGANISATION MONDIALE
DE LA SANTE

EMR Newsletter No. 18
avril 1982

DANS CE NUMERO...

PROGRES DE LA DECENNIE INTERNATIONALE
DE L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT
DANS LA REGION DE LA MEDITERRANEE
ORIENTALE

-- Le village est tout en haut et l'eau
est tout en bas en République Arabe
Yéménite.

-- Un plan national de gestion des
déchets pour le Liban.

-- Faits et chiffres concernant la
Décennie au Pakistan.

-- L'approvisionnement rural en eau
au Soudan méridional.

-- La ré-utilisation des eaux usées
en Arabie Saoudite. Comment économiser
l'eau dans les zones arides.

-- Aucun déchet n'est perdu en Syrie.

-- L'eau que boivent de nombreuses
populations n'est pas saine. Décennie
de l'eau: des directives pour la qualité.

LE VILLAGE EST TOUT EN HAUT ET L'EAU EST TOUT EN BAS EN REPUBLIQUE ARABE YEMENITE

L'un des principaux obstacles à la construction d'adductions d'eau dans les zones rurales de la République Arabe du Yémen, c'est son coût extrêmement élevé. La plupart des villages sont situés au sommet des montagnes, pour des raisons qui jadis tenaient à leur défense. En conséquence, la majorité de ces villages n'ont pas facilement accès à des sources d'eau potable; ils n'ont accès qu'à une eau polluée recueillie dans des bassins et des citernes. L'eau souterraine accessible est dans les vallées, parfois à une altitude inférieure de plusieurs centaines de mètres. C'est pourquoi le coût d'adductions d'eau pour ces villages est bien plus élevé que dans d'autres pays.

Le gouvernement de la République Arabe Yéménite est parfaitement conscient du fait que le développement socio-économique du pays est étroitement lié au milieu sanitaire dans lequel vivent les gens. Les rapides changements socio-économiques causés par les mouvements massifs de populations rurales vers les villes en quête de meilleures conditions de vie, l'industrialisation, l'usage intensif de composés chimiques, d'engrais, d'insecticides et de pesticides en agriculture, et le développement de nouveaux réseaux d'irrigation, sont tous des facteurs susceptibles d'avoir une influence virtuellement nocive à moins d'être contrôlés de façon appropriée.

Les objectifs du Programme National de la Santé pour les problèmes de l'hygiène du milieu consistent à accroître le nombre des populations bénéficiant d'un approvisionnement suffisant en eau potable par le Ministère des Travaux Publics et d'améliorer l'élimination des déchets solides et les réseaux d'égouts: dans les zones urbaines par le Ministère des Municipalités et dans les zones rurales par les Conseils de Développement Locaux.

Le dernier plan quinquennal (1976-1981) du Programme National de la Santé avait pour but de fournir en eau potable 216 000 citoyens de plus et 500 000 paysans de plus. Ceci devait amener le total des populations desservies à 438 000 dans les zones urbaines et à 720 000 dans les zones rurales à la fin de 1981. Ces estimations étaient basées sur la prévision que cinq villes principales (Sana'a, Taiz, Hodeida, Ibb et Dhamar) seraient pourvues d'approvisionnements municipaux en eau et que le 10 pour cent de la population rurale ayant actuellement accès à la fourniture d'eau potable passerait à 14 pour cent vers la fin de 1981. Il n'existe pas de vrais systèmes d'égouts au Yémen, mais ils seront installés pour une population citadine de 370 000 au titre du prochain plan quinquennal. De même, l'assainissement des campagnes est médiocre, et des efforts seront accomplis pour améliorer l'élimination des excréments en zones rurales grâce à des programmes de santé de base.

Objectifs du Programme National de Santé (1981-1986)

Les objectifs du Programme National de Santé pour les services d'assainissement du milieu consistent: à compléter les réseaux d'approvisionnement en eau et d'égouts dans les cinq plus grandes villes du pays; à étudier, élaborer et mettre en oeuvre 250 nouvelles opérations; à améliorer 150 projets existants; et enfin à forer 125 puits. Tout ceci coûtera environ 535,5 millions de rials, l'équivalent de 120 millions de dollars.

La confédération des Associations du Yemen pour le Développement et l'Association Locale du Développement ont aussi mis sur pied un programme très ambitieux de développement rural intégré comprenant 2661 opérations hydrauliques pour 3712 villages, à un coût total de 1029 millions de rials (226 millions de dollars).

La coopération de l'OMS

Les opérations exécutées avec la coopération de l'OMS dans les domaines de l'approvisionnement rural en eau et de l'assainissement ont contribué à mettre sur pied et à développer d'utiles services techniques au sein du Département d'approvisionnement rural en eau du Ministère des Travaux Publics, du Ministère des Municipalités et du Ministère de la Santé. Ces efforts ont abouti non seulement à la fourniture d'eau potable dans un milieu assaini, mais également à une meilleure compréhension de ces problèmes, de leur complexité et de leur coût élevé. L'OMS fournit une coopération technique de soutien des structures afin de pallier au manque de main d'oeuvre qualifiée, ainsi que pour la planification, les enquêtes sur le terrain, l'élaboration, la construction, la supervision, le fonctionnement et l'entretien des systèmes d'approvisionnement en eau.

La réponse de la collectivité

En République Arabe du Yemen comme partout ailleurs, pour que l'exécution de tout programme d'assainissement du milieu soit couronné de succès, il faut la compréhension totale, l'appui et la participation active des collectivités locales, associés à une information et à une éducation sanitaires basées sur les coutumes locales, les croyances et les traditions. C'est pourquoi la participation des communautés est encouragée et bienvenue à tous les niveaux d'exécution des opérations. Les gens en sont ainsi venus à préférer avoir de l'eau au robinet et une bonne hygiène du milieu dans les villages. Ces saines réactions ont exercé une forte pression sur le gouvernement et ses agences pour répondre aux demandes. Si les gens apprécient l'avantage d'avoir de l'eau à portée de la main, il faut que le rythme actuel de construction soit accéléré. Le Département de l'approvisionnement rural en eau reçoit plus de 50 demandes par jour en provenance de toutes les parties du pays. Quelques villages sont abandonnés par leurs habitants à cause du manque d'eau. Un changement appréciable a été observé après l'installation de canalisations d'eau dans ces villages. Les gens sont retournés vivre dans leurs villages et beaucoup d'entre eux ont encore amélioré leur condition sociale d'autre façon, par exemple en installant des générateurs électriques.

Tous les objectifs de la Décennie de l'eau potable et de l'assainissement ne pourront être atteints à temps (1990) en République Arabe du Yemen à cause des ressources financières limitées, du manque de main d'oeuvre, du coût anormalement élevé des adductions d'eau, et de l'insuffisance des structures actuellement en voie d'amélioration. Cependant, un progrès substantiel pourra être accompli si les efforts nationaux sont soutenus par la coopération internationale.

* * * * *

UN PLAN NATIONAL DE GESTION DES DECHETS POUR LE LIBAN

Le gouvernement du Liban a courageusement décidé que les conditions prévalant actuellement dans le pays ne devaient pas retarder la prestation de divers services dont la population a besoin et qui ont été négligés, particulièrement les travaux les plus urgents nécessaires pour pallier les effets de l'état de choses actuel sur la santé publique et la qualité des eaux côtières.

Il a fallu vingt mois, de 1980 à 1981, aux experts nationaux et internationaux pour mettre sur pied un Plan national de gestion des déchets qui prévoit la gestion appropriée des égouts, des déchets solides, le drainage des eaux de pluie, le contrôle de la pollution de l'eau, ainsi que son recyclage et sa ré-utilisation possibles et appropriés. Le Plan sera exécuté au long des vingt années à venir et à un prix total de 18 milliards de livres libanaises, soit 3,6 milliards de dollars. Le coût du Plan a été couvert par des fonds du PNUD, l'OMS agissant en tant qu'agence exécutrice.

La solution des problèmes de gestion des déchets au Liban demandera par conséquent de substantiels engagements de capitaux. Cela veut dire que l'exécution du Plan exigera des investissements importants. Aussi des mesures sont-elles prises par le gouvernement pour attirer des investissements, particulièrement en provenance d'agences et de fonds arabes, européens et américains.

Les travaux les plus urgents

Les travaux urgents, qui s'échelonnent sur trois années (1982-1984), comprennent les opérations qui ne peuvent être plus longtemps négligées sans compromettre la santé des habitants du Liban et qui peuvent être exécutées assez rapidement à un coût d'environ 600 millions de livres (120 millions de dollars).

Elles comprennent entre autres la construction et la remise en état des collecteurs principaux des grands réseaux régionaux à Tripoli, Jounieh, Metn Nord, Ghadir, Zahlé et Sidon; l'achèvement des réseaux d'égouts précédemment prévus dans 61 communautés; la construction d'une usine de démonstration de traitement des eaux usée à Qabb Elias, qui sera utilisée comme modèle pour d'autres usines semblables dans d'autres parties du pays; l'aménagement de lieux d'enfouissement sanitaire des ordures et la suppression des décharges sauvages; la protection des sources d'eau; l'amélioration des canalisations d'évacuation des égouts et des eaux de pluie.

L'exécution des objectifs ultérieurs du Plan permettra de desservir une population d'environ 7 millions de personnes en l'an 2000, dont quelque 5 millions (ou 65 pour cent de la population totale) vivront dans les régions côtières du Liban.

* * * * *

FAITS ET CHIFFRES CONCERNANT LA DECENNIE AU PAKISTAN

La situation actuelle au Pakistan fait que sur une population totale de 83,7 millions, 34 pour cent de la population seulement est desservie par des approvisionnements en eau, tandis que 13 pour cent seulement bénéficient d'installations modernes d'égouts et de drainage. Il ya également une grande différence dans l'accès à ces installations entre les zones urbaines et rurales, ce qui est démontré à l'évidence

./.

par le fait que dans les zones urbaines l'eau potable est fournie à 72 pour cent de la population et les installations hygiéniques à 42 pour cent, tandis que dans les zones rurales l'eau potable n'est accessible qu'à 20 pour cent de la population et les installations hygiéniques sont pratiquement inexistantes, 2 pour cent seulement de la population en bénéficiant.

Réalisant l'importance des programmes d'approvisionnement en eau et d'assainissement, le gouvernement du Pakistan a inscrit dans le cinquième Plan national quinquennal (1978-1983), en tant que politiques et stratégies principales, la fourniture d'eau potable, particulièrement dans les campagnes, et l'amélioration des égouts.

Des objectifs réalistes

Les objectifs du Plan ont été établis avec réalisme, de telle façon que de 1978 à 1983 la population desservie en eau potable dans les villes augmenterait de 61 (en 1978) à 81 pour cent (en 1983), et dans les campagnes de 14 à 36 pour cent dans la même période. Dans le même temps, la population bénéficiant d'égouts et d'installations hygiéniques dans les villes augmenterait de 35 à 51 pour cent d'ici 1983, tandis que l'assainissement rural passerait de 0,25 à 3,5 pour cent.

De 1978 à 1981, une population totale d'environ 8,3 millions a été fournie en eau, dont 4 millions dans les villes et 4,3 millions dans les campagnes. Dans le même temps, les installations hygiéniques étaient fournies à 2,64 millions de citadins et à 460 000 paysans.

En ce qui concerne l'approvisionnement en eau urbain, on peut prévoir que la couverture atteindra 100 pour cent de la population en 1990, ce qui signifie 20 millions de personnes de plus.

Dans le cas de l'approvisionnement rural en eau, considérant qu'il ya quelque 45 000 villages au Pakistan, et partant de très bas, une couverture de 100 pour cent d'ici la fin de la Décennie serait impossible. On se propose de l'augmenter de 17 pour cent en 1980 à 66 pour cent en dix ans, couvrant ainsi une population supplémentaire de quelque 39 millions. L'intention est de fournir aux zones rurales des installations de pompes à main, de réservoirs, de puits et de canalisations. Le plan prévoit l'installation de 260 000 pompes à main dans le pays pendant la Décennie. Des réseaux de canalisations d'eau ne peuvent être mis sur pied que sur une base très limitée, étant donné le coût élevé par tête d'habitant et les contraintes financières. De tels réseaux ne sont recommandés que pour les communautés comptant entre 2000 et 5000 habitants.

Hygiène du milieu

On se propose d'augmenter l'assainissement urbain de 42 pour cent (en 1981) à environ 59 pour cent en 1990, ce qui signifie la couverture d'une population supplémentaire d'environ 11 millions. Il est prévu que l'assainissement rural, qui est pour le moment pratiquement non-existant, sera fourni à 13 pour cent de la population d'ici 1990, ce qui représente environ 9 millions de personnes. Le système envisagé consiste en de simples canalisations ouvertes permettant de transporter les déchets liquides et solides loin des communautés.

Sur les 1426,3 millions de dollars que coûtera l'exécution du plan, un milliard de dollars seront couverts par le pays. Cela comprend les ressources fournies par les gouvernements fédéral et provinciaux, les autorités de développement et les conseils locaux.

L'APPROVISIONNEMENT RURAL EN EAU AU SOUDAN MERIDIONAL

Bien que la région méridionale du Soudan - en gros cette portion du pays qui s'étend au sud du 10ème parallèle - jouisse de chutes de pluie relativement élevées (de 25 cm à 1,40 m. par année), l'eau potable est en général une denrée assez rare. Ceci est dû d'une part à la distribution inégale des pluies au long de l'année, et résulte d'autre part de formations géologiques qui ne sont pas favorables à sa conservation, car essentiellement rocheuses. En fait, toute une partie de la région est universellement considérée comme zone de sécheresse.

De nombreuses maladies sont répandues parmi les 3,5 millions d'habitants de la région. Le paludisme, la maladie du sommeil, la schistosomiase, les leishmanioses, la dysenterie, les infestations par les vers, la lèpre et les maladies transmises sexuellement y sévissent toujours. Un taux élevé de morbidité est dû aux maladies transmises par l'eau. Le résultat, c'est que l'espérance de vie n'est que de 45 ans.

A part l'OMS, bon nombre d'agences bilatérales et multilatérales, spécialement l'UNICEF et l'Aide de l'Eglise Norvégienne, ont pendant pas mal de temps fait de grands efforts pour améliorer la situation, mais le progrès est en général encore trop lent.

C'est pourquoi l'OMS a lancé une opération financée par le PNUD (voir EMR Newsletter No. 2/1980) afin de coopérer avec les autorités régionales au développement de leurs propres capacités et à la mobilisation des ressources locales pour accélérer le développement. L'opération a été planifiée à la fois pour mettre sur pied les structures nécessaires et apporter une contribution directe permettant d'aboutir à ses buts.

Cependant, l'année 1981 s'est révélée désastreuse pour l'économie soudanaise, spécialement en ce qui concerne les réserves de devises étrangères, si bien que le gouvernement s'est efforcé de relancer les exportations en y consacrant toutes les ressources financières disponibles. Par conséquent, les fonds internationaux mis de côté pour l'approvisionnement rural en eau n'étaient plus disponibles.

En conséquence, l'opération a rencontré de grandes difficultés financières et les activités ont été considérablement ralenties - une vraie calamité si l'on considère les buts de la Décennie Internationale de l'eau potable et de l'assainissement.

L'OMS, néanmoins, a réussi à fournir autant d'argent que possible de son budget régulier pour colmater les principales brèches. Une somme de 100 000 dollars a été allouée en 1981 pour l'achat de l'outillage et de l'équipement d'atelier le plus urgent. En 1982, l'OMS recrutera un spécialiste à l'étranger pour assurer avec un minimum d'interruption la réparation des véhicules et de l'équipement. L'OMS procurera aussi un consultant pour aider à l'élaboration et à la mise en oeuvre d'un programme de contrôle de la qualité de l'eau de boisson. Elle envisage, en plus, de financer le programme de bourses d'étude du projet en 1982.

Ce que l'OMS n'a pas les moyens de faire, c'est d'acheter deux ou trois installations de forage, ainsi que les tuyaux et les pompes nécessaires d'urgence pour continuer le programme rural d'approvisionnement en eau, pour lequel le projet a déjà fourni l'infrastructure nécessaire. Deux ou trois installations de forage pourraient être pourvues en main d'oeuvre et mises en opération immédiatement si des fournisseurs extérieurs voulaient bien les mettre à disposition.

De même, des équipes de constructeurs pourraient être mobilisées pour monter les pompes à main et les faire fonctionner. C'est pourquoi tous les efforts doivent porter sur la recherche d'une aide financière supplémentaire extérieure au pays.

* * * * *

LA RE-UTILISATION DES EAUX USEES EN ARABIE SAOUDITE

Comment économiser l'eau dans les zones arides

Traitées de façon appropriée, les eaux usées sont une contribution positive au problème du manque d'eau. C'est pourquoi l'OMS encourage l'irrigation avec les eaux usées, pourvu que cette pratique présente des garanties sanitaires suffisantes.

Un consultant de l'OMS a discuté avec les Ministères de la Santé et de l'Agriculture du Royaume d'Arabie Saoudite de l'exécution d'opérations destinées à ré-utiliser les eaux usées en agriculture, en relation avec les dangers pour la santé qu'implique l'usage des effluents d'égouts pour l'irrigation des cultures. Pour être ré-utilisées, les eaux usées doivent répondre à certaines normes de purification.

Un problème pour les zones arides

Comme dans bien d'autres zones arides, la rareté de l'eau a ralenti le rapide développement de la zone urbaine de Ryadh. La hauteur moyenne des eaux de pluie ne s'élève qu'à 8 cm par année, elle est très variable, et l'évaporation est extrêmement forte. Le Ministère de l'Agriculture et de l'Eau a donc reconnu la nécessité d'une ré-utilisation contrôlée des eaux usées pour irriguer les domaines fermiers de Dariyah (750 ha, 10 km au nord-ouest) et de Dirab (850 ha, 30 km au sud-ouest) près de la capitale.

Le gouvernement d'Arabie Saoudite s'est déjà attaqué au problème du traitement des eaux usées en vue de leur éventuelle ré-utilisation. La première usine de traitement des eaux d'égouts de Riyadh est entrée en fonction en 1977 avec une capacité de 40 000 mètres cubes (40 millions de litres) par jour. En 1980, sa capacité a été portée à 80 000 m³ par jour. Depuis 1980, l'usine est en voie d'agrandissement pour pouvoir traiter jusqu'à 200 000 m³ par jour au début de 1983. En outre, un projet pour une nouvelle usine de traitement avec une égale capacité de 200 000 m³ par jour est en voie finale d'élaboration. L'usine nouvellement conçue aura la capacité de produire un effluent traité de façon à permettre une irrigation sans restriction.

L'eau ré-utilisée est-elle sans danger ?

Comme l'ont montré les quelques flambées de choléra qui se sont produites dans plusieurs pays de la Région à la suite de l'irrigation des légumes et autres cultures avec des eaux usées, bien des problèmes de santé publique sont liés à la ré-utilisation des eaux usées, particulièrement la transmission des maladies entériques, la propagation des insectes vecteurs de maladies transmissibles, et les maux résultant de la présence de composés chimiques toxiques dans l'eau.

./.

Les microbes excrétés par les malades aussi bien que par les gens apparemment bien portants peuvent être transportés par l'eau et affecter ceux qui entrent en contact avec les eaux usées, si elles n'ont pas été traitées de façon appropriée.

Les projets en cours d'exécution à Riyadh sont destinés à ré-utiliser les eaux usées pour l'agriculture et les loisirs.

Du point de vue de la santé, l'effluent sortant d'une usine de traitement peut être utilisé dans le cadre d'une irrigation restrictive, où les eaux usées ne viennent pas en contact direct avec des cultures telles que celles des légumes et des fruits, ou lorsque ces produits ne sont pas mangés crus. L'irrigation restrictive comprend aussi l'arrosage des arbres dans les jardins et les parcs.

Deux grands projets

Deux grands projets sont planifiés pour utiliser les effluents des usines de traitement des eaux usées à Dariyah et Dirab, surtout pour l'irrigation des palmiers dattiers, du fourrage, des légumes, des fruits et des céréales. La principale méthode d'irrigation est celle dite en surface, pratiquée au moyen de bassins et de sillons.

Afin de conserver une réserve d'eau suffisante, il est prévu de construire des réservoirs à ciel ouvert sur la crête d'un escarpement dans chaque zone d'irrigation. Ces bassins serviront également de lieux de récréation.

L'installation des pipelines pour transporter l'effluent à Dirab est presque achevée et il semble que le réseau d'irrigation pourra entrer en fonction au cours des prochains mois. Le projet d'irrigation pour Dariyah est moins avancé, quoique les pipelines soient déjà en voie d'installation.

Il existe également des plans pour améliorer et étendre les zones de verdure de Riyadh en utilisant les eaux usées traitées pour l'irrigation des jardins publics et privés, des ceintures vertes, des parcs publics et des terrains de sport.

L'effluent ainsi rendu disponible pourrait aussi représenter un avantage pour l'industrie. A présent, la raffinerie de pétrole Petromin utilise déjà les eaux usées pour le refroidissement.

Pour économiser l'eau

A part la ré-utilisation correcte des eaux usées, d'autres dispositifs d'économie de l'eau peuvent être mis en pratique dans les zones arides, comme par exemple des toilettes pourvues d'une chasse d'eau plus petite. En adoptant de telles méthodes, la consommation d'eau par tête d'habitant pourrait être réduite considérablement. L'emploi de telles installations est spécialement utile dans les zones arides où l'eau doit être dessalée à un coût très élevé et transportée parfois sur des centaines de kilomètres, comme c'est le cas à Riyadh.

* * * * *

AUCUN DECHET N'EST PERDU EN SYRIE

Selon un consultant de l'OMS qui a visité récemment la République Arabe de Syrie, nous entrons actuellement dans une période où il devient économique, techniquement possible et souhaitable du point de vue de l'environnement de faire plein usage de nos déchets. C'est pourquoi la ré-utilisation des ordures sous forme de compost et de biogaz devrait constituer une méthode à considérer à l'avenir dans tout pays, y compris la Syrie qui a un besoin particulier de compost et ne possède pas, ou pas encore, de pétrole.

Compost et biogaz

Le consultant de l'OMS a calculé que les ordures ramassées dans tout le pays pourraient fournir environ un million de tonnes de compost chaque année, assez pour engraisser 90 000 hectares de terrain agricole. Les sols de Syrie ont un grand besoin d'engrais organiques et une forte demande est déjà mise en évidence par le fait qu'une proportion élevée des ordures en voie de décomposition dans les décharges publiques sont ramassées par les fermiers voisins, bien que ces ordures contiennent beaucoup d'éléments inutilisables tels que les plastiques, les pneus et d'autres éléments qui ne sont pas biodégradables. Ceci montre bien le besoin réel de compost; les ordures sont idéales pour sa production...et c'est le meilleur moyen de les employer.

L'autre méthode de disposer des déchets solides et liquides, propose le consultant de l'OMS, c'est de les transformer en biogaz. Que cette méthode soit économique ou non, c'est ce que démontreront des études complémentaires en Syrie et ailleurs. Il faut souligner ici que la production de biogaz à partir d'ordures municipales est une technique relativement nouvelle préconisée récemment à cause de l'augmentation du coût de l'énergie. Bien qu'il existe déjà environ un million de petites usines de biogaz en Chine, de plus grandes usines commencent seulement à fonctionner. En ce qui concerne la Syrie, le consultant de l'OMS est d'avis que cette méthode est prometteuse dans le cadre des petites villes.

Poubelles contre sacs en plastique

De l'avis du consultant, la présence de grandes quantités de plastique dans les ordures est regrettable parce que:

...les plastiques sont des dérivés du pétrole et ne devraient plus, à l'avenir, constituer des éléments à jeter. Le plastique est bien trop précieux et sa production pourrait devenir de plus en plus réduite à l'avenir.

...le plastique n'est pas biodégradable.

...il doit être retiré au cours du processus de compostage.

La présence de grandes quantités de plastique dans les ordures est due à l'emploi très répandu de sacs en plastique pour collecter les ordures. Ce qui pose le problème toujours à l'ordre du jour de l'usage de la poubelle contre celui du sac en plastique. Bien que tous les spécialistes de la question soient parfaitement conscients de l'avantage des sacs en plastique pour la collecte des ordures, il est néanmoins préférable et meilleur marché d'encourager l'usage des poubelles.

Bien que plus chères à l'achat, elles n'ont pas à être remplacées tous les jours. Elles ont aussi l'inconvénient de devoir être transportées de la maison au lieu de collecte et retour, puis nettoyées. Les sacs en plastique ont le désavantage d'être déchirés par les chiens et les chats errants. Cette matière demande une réflexion appropriée, et la meilleure méthode individuelle d'entreposage des ordures, que ce soit dans une poubelle ou dans un sac en plastique, doit être choisie en tenant compte de tous les éléments.

Le plan quinquennal de la Syrie pour la gestion des déchets solides

Le consultant de l'OMS a été frappé par la propreté de la capitale, Damas, bien que sa population se soit accrue très rapidement. Le ramassage et le traitement des ordures à Damas ne sont certainement pas la Cendrillon des services municipaux. Au contraire, ils bénéficient de toute l'attention et du savoir-faire du fonctionnaire attiré et de son personnel.

Le plan quinquennal syrien pour l'amélioration générale de la gestion des déchets solides dans tout le pays comprend entre autres:

-- L'amélioration ou la construction d'usines de compostage à Damas, Alep, Homma, Latakieh et ultérieurement en d'autres lieux. Les nouveaux réseaux d'égouts de Damas seront intégrés à l'usine de compostage prévue, afin que les effluents et les déchets solides puissent être compostés ensemble.

-- La construction d'usines de traitement des ordures dans chaque grand centre.

-- La mise en usage d'un nouveau site d'enfouissement sanitaire près de Damas. Le site est entouré d'un haut grillage destiné à empêcher les ordures d'être soufflées par le vent. Il est également pourvu d'un gardien à demeure et d'un bureau. Les camions découverts devraient aussi être recouverts d'un filet pour empêcher que les ordures se répandent sur la route de la décharge et abîment le paysage.

-- Des instructions en langue arabe devraient être fournies à tous les éboueurs.

Conseil au public

Comme dans d'autres pays de la Méditerranée orientale, le consultant de l'OMS attire l'attention du public sur le conseil suivant: il est absolument essentiel que chaque ménage possède un récipient, qui doit être couvert, pour contenir les ordures. Dans sa plus simple form, il peut s'agir d'un vieux bidon en fer-blanc muni d'un couvercle; ça peut être aussi une poubelle ou un sac en plastique. Les poubelles classiques sont néanmoins préférables. Ces récipients, quels qu'ils soient, ne doivent pas être vidés sur le sol. Ceci, selon le consultant de l'OMS, est la Règle d'Or du ramassage des ordures.

LORSQUE LES ORDURES ONT ETE AMASSEES DANS UN RECIPIENT, IL NE FAUT JAMAIS AU GRAND JAMAIS LES VIDER SUR LE SOL PARCE QUE CELA PREND PLUS DE TEMPS ET DE TRAVAIL POUR LES RECHARGER QUE POUR LES AMASSER. LORSQU'ELLES SONT DEVERSEES SUR LE SOL, ELLES LAISSENT DES TRACES SUR LESQUELLES LES MOUCHES PONDENT LEURS OEUFES ET LE VENT LES SOUFFLE ET LES EPARPILLE ALENTOUR.

Le respect de cette simple règle fait plus pour la propreté d'une cité, d'une ville ou d'un village que toute autre action. Elle permet aussi de faire des économies.

Enfin, la meilleure coopération possible du public devrait être encouragée, car sans cette coopération la gestion des déchets solides devient une tâche formidable, sinon impossible.

* * * * *

L'EAU QUE BOIVENT DE NOMBREUSES POPULATIONS N'EST PAS SAIN

Décennie de l'eau : des directives pour la qualité

Venant de 18 pays, y compris la Tunisie et le Soudan, des experts en épidémiologie et toxicologie et autres domaines apparentés, se sont réunis au siège central de l'OMS à Genève pour rédiger des directives pour la qualité de l'eau de boisson qui remplaceront les normes internationales et européennes applicables à l'eau de boisson publiées par l'Organisation mondiale de la Santé (OMS).

Cette réunion est l'aboutissement de deux ans et demi d'intenses activités de la part d'un grand nombre de spécialistes dans toutes les régions du monde. Pendant cette période, ils ont étudié les données disponibles sur les contaminants de l'eau de boisson et leurs effets possibles sur la santé de l'homme; ce sont les résultats de ces études qui formeront la base des directives, qui touchent divers organismes microbiologiques et biologiques, des substances chimiques inorganiques et organiques et d'autres éléments constitutifs. Le fait est qu'en dépit de l'importance des sommes investies pour l'eau de boisson dans les pays en développement, un grand nombre de gens boivent de l'eau qui n'est pas saine, ce qui a un impact considérable sur la santé et l'économie. Les maladies transmises par l'eau sont parmi les plus fréquentes et les plus meurtrières dans les pays en développement. De nombreux pays industrialisés connaissent également bien le risque d'épidémies de ces maladies, avec lesquelles le voyageur international est souvent confronté.

Le premier objectif de la Décennie internationale de l'eau potable et de l'assainissement (1981-1990) est d'assurer un approvisionnement suffisant en eau saine à tous les pays du monde. La mise au point de directives de l'OMS sur la qualité de l'eau de boisson sont un élément important de ce programme pour la protection de la santé publique.

L'Agence danoise pour le développement international a fourni des ressources substantielles pour la préparation des directives et c'est sur sa proposition que les problèmes de la qualité de l'eau dans les pays moins développés ont reçu une attention particulière. Le Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE) coopère avec l'OMS dans de nombreux aspects de l'hygiène du milieu.

./.

D'autres organisations internationales, telles que la Banque mondiale, l'UNICEF et le PNUD, qui toutes apportent une contribution financière à la Décennie de l'eau, bénéficieront dans une mesure considérable de la mise au point et de l'utilisation des directives. Actuellement, le sentiment est qu'une grande partie de cet investissement n'est pas utilisé de façon optimale puisque l'eau fournie aux populations ne répond pas toujours aux critères d'hygiène, en partie parce que les fonds sont souvent consacrés aux tuyaux et aux pompes plutôt qu'aux gens et qu'à l'eau elle-même - et en particulier à sa qualité.

La grande diversité des problèmes que les Etats Membres rencontrent en ce qui concerne la qualité de l'eau a été soulignée. Ainsi, dans de nombreux pays parmi les moins développés, les aspects microbiologiques sont d'une importance capitale, alors que dans les pays industrialisés, en particulier en Europe et en Amérique du Nord, il y a de plus en plus de problèmes découlant de la prolifération de produits chimiques potentiellement nocifs qui menacent les sources d'eau tant en surface que souterraines.

Les nouvelles directives - qui seront publiées dans quelques mois - seront accompagnées d'examens approfondis des principes médicaux et scientifiques dont elles tirent leurs priorités, ainsi que de propositions concernant les mesures pratiques qui doivent être prévues et financées pour assurer la qualité de l'eau de boisson.

* * * * *